

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

DU JOURNAL,

Rue Perez Castellanos 162.

HONNEUR ET PAIX ?

PRIX

DE L'ABONNEMENT

2 PATACONS par mois.

Le PATRIOTE paraît trois fois la semaine, le DIMANCHE, le MERCREDI et le VENDREDI. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on adressera les lettres et avis à M. JH. REYND propriétaire gérant.

MONTEVIDEO.

13 DECEMBRE 1849.

LA LETTRE DU PRÉSIDENT

DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Les royalistes de toutes couleurs, les démagogues de toutes nuances ont fait grand bruit de la lettre du président, ils croyaient encore l'occasion venue d'avoir une journée. Mais tous les cœurs sincères, toutes les âmes pures se sont rangées autour de l'auteur de ce document, auquel on pourra peut-être reprocher d'être entaché d'une certaine inconstitutionnalité, ce qui ne l'empêchera pas de rester comme un monument de dignité nationale.

Quelques journaux seulement, et *La Presse* est du nombre, servaient d'auxiliaires aux agitateurs, tandis que tous les autres organes de l'opinion publique éclairaient les manœuvres anarchiques, aidés qu'ils étaient par le bon sens public, pour constater l'infime minorité de ceux qui tentent en vain d'entraîner le peuple dans les voies sanglantes et désastreuses de l'anarchie et des bouleversements.

La nation en votant pour Louis Napoléon, a voulu sincèrement rompre avec le système d'abaissement de la France au dehors et de ruine au dedans, et c'est ce qu'a parfaitement compris et expliqué, le président en écrivant que : « la France ne vend pas ses services, mais qu'elle exige au moins qu'on lui sache gré de ses sacrifices et de son abnégation. » C'est ce langage digne et ferme, qui nous a arraché ce cri : encore une espérance de plus !

Tous ceux de nos compatriotes qui veulent sincèrement le triomphe de la justice et du droit, le rétablissement de l'influence française, le respect au pavillon français sur les rives de la Plata; tous ces bons patriotes, ont fait chorus avec nous, en ajoutant ce motif d'espérer à tous ceux qu'ils avaient déjà.

Le président ne l'a-t-il pas écrit ? « on ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention. » Ces nobles paroles ne sont-elles pas tout aussi bien applicables à l'intervention dans la Plata, qu'à celle d'Italie ?

N'est-ce pas dénaturer notre intervention dans la Plata, que donner au général Oribe le titre de président, et celui de gouvernement de fait au pouvoir légalement constitué ?

N'est-ce pas encore arbitrairement dénaturer notre intervention que d'obliger le représentant d'une république amie de la France, à s'embarquer sur un navire italien, quand on pouvait lui offrir un passage à l'ombre du pavillon tricolore ?

Eh ! bien, nous croyons, nous, que ces lignes généreuses recevront ici une application prochaine, et on le croira comme nous, surtout si on les rapproche de ces mots du manifeste de Louis Napoléon Bonaparte se présentant comme candidat à la présidence de la République : « Une grande nation doit se taire ou ne jamais parler en vain. » On acquerra la certitude que le premier magistrat de la République, secondant les intentions de l'Assemblée Nationale, saura rappeler à Rosas, que la grande nation française le somma de s'arrêter sur les bords de l'Uruguay, il y aura sept ans, dans quatre jours, et qu'il passa outre.

Nous aimons à croire, que ce n'est pas un ministre nommé par le président de la République Française, qui eût permis de commettre en présence du pavillon tricolore, un acte de mépris pour la France, et pour les traités qu'elle avait signés. Que ce n'est pas un amiral choisi pour Louis Bonaparte, qui eût laissé impunément jeter à ses pieds et à l'ombre du pavillon tricolore, la tête de l'infortuné Varangot. Que ce n'est pas un consul envoyé par l'élu de la nation, qui eût envisagé de sang froid, les supplices atroces subis par les Légionnaires Français tombés au pouvoir d'Oribe. Oh oui ? nous aimons encore à penser que l'insulte faite au pavillon de la France, arboré par l'*Astrolabe*, ira droit au noble cœur de l'auteur de la let-

tre qui nous occupe, car il a parlé comme la France doit parler.

Cette lettre, est avec le vote du 30 mai, les deux plus grandes preuves pour nous, que notre pays est enfin sorti de l'ornière où il fit une halte d'rente ans dans la boue.

Nos lecteurs nous saurons gré, je per, de mettre sous leurs yeux, l'opinion des divers journaux nous sont parvenus, au sujet de cette lettre qui nous a causé la plus vive satisfaction.

« Pour bien juger, dit *La Patrie*, la lettre adressée par M. le président de la République à M. Edgard Ney, il faut se reporter aux premiers actes de notre intervention à Rome. Dans quel but sommes nous intervenus ? Voulions-nous, comme l'affirmaient les feuilles dagogiques, faire de la réaction à Rome ? Voulions-nous rétablir l'ancien régime avec tous les abus ? Non ! à coup sûr ! Si telle avait été notre intention, nous pouvions à coup sûr nous épargner les 50 millions que nous coûtait probablement notre intervention. Nous n'avions qu'à laisser faire les Autrichiens, les Espagnols et les Napoléons. »

Europe FRANCE.

Paris, 28 septembre.

Il faut espérer que la question de la Plata va prochainement recevoir une solution. Le rapel de M. Le Prédour qui, avec de bonnes intentions, avait signé un projet de traité désastreux; l'envoi à Montevideo de M. Romain Desfossez, dont on vante l'énergie, semblent annoncer que cette solution sera conforme à notre honneur et

le cœur trop bien placé pour qu'il en soit autrement. Du reste, cette question, que le gouvernement de Buenos Ayres a toujours pris à tâche d'obscurcir, est, en elle-même, très simple et très claire. Nous la trouvons exposée complètement en quatre pages excellentes que M. Derraudis, notre ancien plénipotentiaire, qui a laissé de si honorables souvenirs dans la Plata, a placées dans un livre actuellement sous presse, intitulé : *Questions diplomatiques et particulièrement des travaux et de l'organisation du ministère des affaires étrangères.*

Nous citons ce passage avec plaisir. Les fonctions que l'auteur a remplies donnent à cet écrit une autorité toute particulière :

(Extrait d'un mémoire sur Montevideo.)

Mars 1847.

Tant que Montevideo a dépendu de l'ancienne vice-royauté de Buenos Ayres, cette ville n'était considérée que comme un point militaire dominant l'entrée de la Plata. On la désignait sous le titre de *Presidio* (ville de garnison). Elle n'avait aucune espèce d'importance commerciale. Sa population ne s'élevait qu'à 6 ou 7,000 âmes. Elle était, en un mot, dans le même état de faiblesse et de pauvreté où languissaient toutes les autres villes de la vice royauté, sauf Buenos Ayres, aux intérêts de laquelle les lois et l'administration coloniales avaient tout sacrifié.

La chute de la domination espagnole n'avait pas beaucoup changé cet état de choses. Buenos Ayres, au milieu de toutes les modifications de forme et de langage qu'exigeaient dans la direction du gouvernement les circonstances nouvelles, n'avait rien négligé pour maintenir son monopole commercial au détriment de Montevideo, comme à celui de toutes les autres villes argentines.

Le Brésil, pendant le temps qu'il a eu la Bande Orientale en son pouvoir, s'était montré plus libéral. Mais la Bande Orientale avait été trop tôt ravagée par la guerre qu'il se fit pour sa possession l'Empire et la république argentine.

Ce n'est qu'à la suite du traité de 1828, par lequel les deux contendans ont reconnu de commun accord l'indépendance de la république Orientale, que Montevideo a pu manifester, avec autant d'éclat d'ailleurs que de rapidité, ses dispositions merveilleuses à l'agrandissement et à la richesse. Malgré les terribles ravages exercés avant ce traité sur son territoire, pendant une succession, pour

ainsi dire, non interrompue, de guerres civiles et étrangères, et malgré les troubles presque continuels excités depuis dans sa population, par les intrigues de Buenos Ayres, qui (surtout depuis l'arrestement de Rosas) a constamment tendu à déchirer le traité de 1828 à son profit, Montevideo, dix années seulement après son affranchissement, dans l'année 1838, a commencé à offrir le spectacle d'un développement de richesse inouï.

On a attribué cette prospérité au blocus que la France a mis alors devant Buenos Ayres, et je crois devoir, avant d'aller plus loin, m'inscrire contre cette assertion généralement admise. Elle est complètement démentie par les faits qu'on n'a pas pris la peine de consulter. Que le blocus de Buenos Ayres, en concentrant l'attention des spéculateurs sur Montevideo et en rendant impuissantes les intrigues de la première de ces villes contre la seconde, ait été pour celle-ci un incident très favorable, c'est ce qui ne saurait se nier. Mais le développement du commerce et de la richesse de la république de l'Uruguay, qui a pu recevoir l'impulsion de cet incident, ne saurait s'expliquer suffisamment par lui. La preuve, c'est que ce développement a continué après la levée du blocus, en 1841 et en 1842; il ne s'est arrêté qu'en 1843, lorsque l'armée argentine a envahi le pays.

La prospérité si étonnamment progressive de Montevideo, pendant les seules cinq années (de 1838 à 1842) où cette ville a joui plus ou moins pleinement de la paix intérieure et d'une existence indépendante, s'explique par des causes plus réelles et plus durables.

1° Montevideo, situé à l'entrée de la Plata et offrant aux bâtimens de commerce un port formé par une petite baie, où le mouillage est suffisamment sûr et où les communications avec la terre sont presque toujours faciles, et sous ce double rapport des avantages précieux et incontestables sur tous les autres ports du fleuve, notamment sur celui de Buenos Ayres, qui a les inconvéniens directement opposés.

2° La Bande Orientale, bornée à l'est, au sud et à l'ouest par la Plata et l'Uruguay, traversée en outre par un grand nombre de rivières de moindre étendue, mais qui passeraient pour assez considérables en Europe, sillonnée enfin et en tous sens par une multitude de ruisseaux, est d'une fertilité prodigieuse, même pour ces contrées, où la terre est si féconde. La république Argentine est beaucoup moins également arrosée. Dans ses immenses plaines, ses fameuses *pampas*, et à une certaine distance de ses grands fleuves, elle est assez souvent désolée par des sécheresses qui font mourir par centaines de milliers les bestiaux jusqu'à présent la seule richesse du pays. Dans la Bande Orientale, les troupeaux, toujours prospérant, se doublent avec régularité et sans interruption tous les trois ans. Leur exploitation seule modère cette progression.

3° Enfin ce défaut presque complet d'action gouvernementale et ce désordre inouï dans toutes les branches de l'administration, qui régnent constamment à Montevideo, et dont on effrayait les cabinets d'Europe, sous le nom d'*anarchie*, semblaient aux Européens établis dans la Plata infiniment préférables à ce despotisme inflexible et à cette administration systématique spoliatrice que Rosas a établis à Buenos Ayres, et qu'on venait à l'Europe sous le nom d'*ordre*. Il en était de même de ces guerres qui se renouvelaient sans cesse sur la Bande Orientale entre les différens partis pour la possession du pouvoir. Les Européens les préféraient à la paix établie dans la république argentine au prix de l'égorgement des populations, de l'incendie des villes, en un mot de la ruine du pays. Ces anciennes guerres en effet, ne ressemblaient en rien à celle d'aujourd'hui, que l'intervention Argentine a rendu si horrible. Cela se passait entre amis, en famille, et si quelquefois on se battait de se battre, on avait grand soin de ne pas se faire de mal. Dans une de ces guerres, par exemple, Rivera bloquant par terre Montevideo, où se trouvait Oribe, n'avait nullement interdit l'entrée des subsistances ni d'aucune autre marchandise dans la place, et il avait seulement établi un droit d'octroi à ses avant postes. Des vivres s'échangeaient d'ailleurs à tout instant et en pleine sécurité entre le camp et la ville. Les étrangers naturellement ne faisaient que rire de ces sortes de guerres, et ne songeaient en aucune manière à s'en mêler. Si quelques uns d'eux en éprouvaient certains dommages bientôt re-

parés, d'autres au contraire trouvaient dans les événements des occasions de bénéfices.

Les trois causes principales que je viens d'assigner à la prospérité de la république Orientale, et la dernière plus encore peut-être que les deux autres, avaient attiré une foule toujours croissante d'émigrés européens, et ceux-ci, en quelques années, avaient en quelque sorte changé la face du pays. Ils avaient plus que doublé l'étendue de Montevideo. Après avoir entièrement couvert de maisons, tout le terrain resté vacant dans l'enceinte de la vieille ville, ils avaient construit hors de cette enceinte une ville nouvelle, dont certaines rues seraient estimées belles à Paris. Lors de l'invasion argentine, Montevideo avait 50,000 habitants, et, sans cette invasion, elle en aurait maintenant 80,000, si ce n'est 100,000. Les Européens étaient ensuite répandus dans la campagne, sur les bords des rivières et des fleuves, y avaient établi des fermes (*estancias*) et des abattoirs (*saladeros*) pour l'élevage et l'exploitation des bestiaux. Tout cela s'était fait en cinq ans. Si elle eût joni seulement de dix années semblables, la Bande Orientale eût été sans aucune comparaison, après les États-Unis, le plus riche consommateur des produits d'Europe en Amérique. Nos Français surtout affectionnaient le séjour de la république Orientale. Il y en avait plus de milliers dans ce petit pays que de centaines dans l'immense république Argentine. Nos bergers et nos laboureurs basques se regardaient là comme chez eux, pour ainsi dire, et ils y avaient conservé toutes leurs habitudes nationales : se mariant entre eux, travaillant toute la semaine, allant le dimanche matin à l'église et le soir se divertissant au jeu de balle ou à la danse, toujours proprement vêtus du costume de leur pays, employant leurs premières économies à acheter ou à bâtir une maison, portant ensuite les autres chez un de nos plus riches négociants, pour qu'ils les fit passer en France à leurs familles; nos laboureurs et nos bergers basques, sans compter les négociants, les marchands et les ouvriers venus des autres parties du royaume, auraient formé à eux seuls une colonie digne de tout intérêt de la mère-patrie.

Les mêmes causes, au surplus, qui expliquent la prospérité, malheureusement passagère de Montevideo, expliquent aussi la guerre féroce et persistante que Rosas a faite et fait encore à cette ville.

Il n'est pas besoin d'un long commentaire à cet égard. Il est bien évident, dans ce pays, que comme Buenos Ayrien et Buenos Ayriens imbu au plus haut degré de toutes les idées économiques du vieux monopole colonial, Rosas ne doit reculer devant aucun moyen d'arrêter les progrès d'une rivale aussi menaçante que Montevideo pour Buenos Ayres. Il n'est pas moins évident d'une autre part qu'avec son effroyable système de despotisme, il ne peut pas, sans être renversé ou du moins laïlé à peu près seul par la population qu'il opprime, souffrir en face de lui, à quelques lieues de distance, un gouvernement pratiquant jusqu'à l'extrême les idées de liberté.

Il n'est pas besoin non plus d'un long commentaire, après tout ce qui précède, pour donner à prévoir ce que Rosas ferait de la Bande Orientale, s'il parvenait à se l'approprier sous le nom d'Oribe, son mannequin. La ville de Montevideo, qui est le centre d'où rayonnent la vie et la richesse dans tout le pays, devrait, comme il l'a souvent proclamé dans sa *Gazette*, rentrer dans son état normal, c'est à dire revenir à l'état où elle se trouvait au temps de la vice-royauté et où sont restées au surplus toutes les villes de la république Argentine, sauf Buenos Ayres. Son commerce serait détruit à force d'entraves, sa population se disperserait et ses maisons tomberaient en ruines. Je n'ai jamais rencontré dans la Plata des gens assez naïfs pour douter des projets de Rosas à cet égard.

(Le Constitutionnel, du 27 septembre.)

CONGRES DE LA PAIX.

Troisième séance. — 24 août.

PRESIDENCE DE M. VICTOR HUGO.

(Suite.)

M. D. Guerry, prenant un papier qu'on lui présente de la tribune : On me fait passer un mot, un nom, une date. — date dont le jour où nous sommes est l'anniversaire, date funèbre, épouvantable, qui rappelle l'assassinat en grand de la Saint-Barthélemy. (Mouvement. — Très bien ! très bien ! — Continuez !)

Hier, l'un des orateurs a dit de la papauté, du pouvoir temporel, un mot, puis il s'est arrêté, dans la crainte de me froisser peut-être. Permettez-moi de vous dire sur ce point ma pensée toute entière. Je n'aime pas les restaura-

tions par les mains étrangères (Vifs applaudissements) ; mais, si vous me permettez de continuer, je n'aime pas non plus les révolutions faites au dedans d'un pays par les étrangers. (Nouveaux et plus vifs applaudissements.)

Les révolutions faites par des étrangers donnent à un peuple, dont l'éducation politique n'est pas faite, une nourriture que ses forces ne peuvent pas recevoir : les restaurations par des étrangers exigent l'emploi d'une force qui ne peut pas toujours être maintenue et qui ne fait qu'augmenter la puissance du volcan.

Un jour vient celui-ci s'agite et manifeste sa violence par du sang et des ruines. (Très bien !)

Les moyens, — en reviens au point où j'en étais avant cette digression, — les moyens d'arriver au but que vous voulez atteindre, sont surtout indiqués par le cinquième article de notre programme.

Pour ce qui est de moi, et je parle aussi au nom de ceux qui sont revus du même caractère, ma vie, ma pensée, toutes mes forces seront consacrées à faire qu'il y ait moins de misère sur la terre. (Applaudissements.) Et pour qu'il y ait moins de misère, que faut-il ? que les impôts soient moins forts, et le moyen, c'est que les dépenses soient aussi moins fortes.

Si l'on ne met n frein aux dépenses, si l'on n'y prend garde, les hommes les plus opposés au socialisme, qu'ils surment je ne vex pas défendre, finiront par prendre tant aux citoyens, sous forme d'impôts, qu'il n'y aura plus qu'un seul propriétaire, l'Etat. (Mouvements divers. — Très bien !)

Pour faire triompher la cause que nous défendons, nous avons la parole, des voix et des plumes éloquentes, la tribune et la presse, usons-en avec persévérance et nous arriverons. Déjà j'ai vu, dans un avenir prochain, le succès de la pacification universelle. L'idée qui nous réunit est en marche plus que jamais.

On vous disait hier que les hommes d'Etat qui président aux destinées des Etats nous regardaient, non pas avec pitié, mais avec une admiration dont on n'a pas précisé la nature. (Rires.) Mais je me souviens de cette parole de l'Evangile : Tout ce qui est vrai doit être contredit, et je crois au succès. Chaque jour la pacification universelle fait de nouveaux prosélytes. Quelques efforts, quelques progrès encore, et l'on pourra dire que le combat finit faute de combattants.

Oui, je vois dans un avenir prochain l'idée de la pacification universelle assise sur un trône de gloire, autour duquel s'embranchent les peuples de tous les continents. Au lieu de ces arcs de triomphe, qui ne rappellent que des souvenirs de batailles, nous verrons des établissements consacrés à l'industrie, les statues ne seront plus élevées qu'aux hommes qui auront fait du bien à leurs semblables, les plus magnifiques seront consacrées à ceux qui les auront le plus aimés.

Oui, je vois l'idée de la pacification universelle assise sur un trône, et j'entends ces mots retentir : L'égoïsme est vaincu, et le Christ ! le Christ ! il règne enfin sur la terre. (Applaudissements. — Trois salves de hurrahs.)

M. Walker, de l'état de Massachusetts, prononce en anglais un discours qui est souvent interrompu par les applaudissements de l'assemblée.

M. Fred. Bodensiedt, de Berlin. — Je commence par remercier cette assemblée de la bienveillance avec laquelle elle a accueilli hier les adresses qui lui sont arrivées d'Allemagne.

Si je prends la parole aujourd'hui, c'est que je ne veux pas qu'il soit dit que dans ce congrès l'Allemagne seule a été oubliée, et qu'il n'est pas trouvé un orateur pour parler en son nom.

Je vois ici beaucoup d'Anglais, beaucoup d'Américains, la Belgique et la Hollande y ont leurs représentants, les Allemands seuls y manquent, et le drapeau de l'Allemagne ne figure pas dans ces trophées.

L'Allemagne, cependant, est plus intéressée qu'aucun autre Etat à voir triompher les idées de paix, l'Allemagne qui aujourd'hui encore se trouve dans la même situation que la France il y a 400 ans.

Croyez vous, messieurs, que nous soyons tellement enchantés de nos mille et un petits gouvernements, que nous voulions nous mêler à toutes leurs querelles ? Non, messieurs, l'Allemagne désire la paix ; aucun pays sur la terre n'a un sol aussi fertile qu'elle pour les idées que ce congrès veut propager. (Applaudissements.)

L'Allemagne repousserait-elle les idées de paix ? L'Allemagne, cette patrie des sciences et des lettres, dans laquelle il n'est pas un hameau où les noms de Victor Hugo et Lamartine ne soient les noms populaires, où le nom de Richard Cobden ne soit prononcé avec reconnaissance. (Applaudissements.)

Ce que l'Allemagne n'a pu obtenir par les discordes

par les querelles intestines, par la guerre, en un mot, elle le trouvera par les idées de paix. (Très bien ! très bien !)

L'orateur termine en déclarant que lui et ses amis feront tous leurs efforts pour propager ces idées en Allemagne et y organiser des comités de pacification.

M. Billecoq. Commence la lecture d'un mémoire dans lequel il s'attache à démontrer que la guerre est insévitable; il entre dans de longues digressions qui le font deux fois rappeler à la question; enfin, sur la demande d'une grande partie de l'Assemblée, la parole lui est retirée.

M. Ch. Hindley — présente quelques observations en anglais, et continue : Je voudrais aussi ajouter quelques mots en français pour remercier l'assemblée. Je prie l'assemblée de m'excuser si je m'exprime mal dans cette langue, cela tient à ce qu'au temps de mon éducation on croyait que la guerre entre la France et l'Angleterre serait éternelle. Sans cela on m'aurait appris le français, comme le latin et le grec. (Rires. Très bien !) Je le regrette surtout en ce moment, où je ne suis ni français ni anglais, mais où je sens que je suis homme. *Homo sum, nihil humani à me alienum puto.*

L'orateur exprime de nouveau son regret de ne pouvoir s'exprimer comme il le voudrait, mais il parle du fond du cœur. (Applaudissements.)

M. Edward Myn — prononce un discours anglais sur la question du congrès à établir entre les nations.

M. Williams Browne, — ancien esclave américain, rend compte des épreuves qu'il a traversées pour arriver à la liberté.

Son discours est fréquemment interrompu et suivi de nombreux applaudissements.

La discussion sur le 3^e article du programme est fermée, et l'article lui-même est adopté à l'unanimité.

La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise de la séance, la discussion est ouverte sur le 4^e article ainsi conçu :

« IV. Le Congrès reprouve les emprunts et les impôts destinés à alimenter les guerres d'ambition et de conquête. » (Continuera.)

QUESTION DE LA PLATA.

Voici qu'après l'imam arrive un autre ambassadeur : personne n'a parlé de celui-ci encore ; il est arrivé hier de la campagne ; nous l'avons rencontré dans le monde artiste. C'est le général Pacheco. Sera-t-il plus heureux que l'imam de Mascate ? Nous verrons, ou pour mieux dire, nous avons déjà vu.

Effleurons la question, et que d'autres la creusent ; elle en vaut la peine. Bornons nous ici à redire des bruits de salon, des causeries de fraîche date, des révélations d'hier. Le général Pacheco vient représenter à Paris les intérêts de Montevideo, ce paradis terrestre qui ne demandait qu'à être à la France, et que la stupidité des hommes d'état monarchiques a toujours abandonné pour s'occuper d'élections et de discours parlementaires. Il s'agit de renouer d'anciens traités, d'en conclure de nouveaux ; le salut de la France démocratique est peut-être au fond de cette question immense : voici d'abord ce que Montevideo demande aujourd'hui au gouvernement français ; faciliter le départ de six mille ouvriers parisiens, qui sont tout prêts au voyage, et qui veulent apporter sur les rives de la Plata leurs industries et leurs travaux. Ces hommes, déjà unis par une touchante communauté d'idées colonisatrices, formeraient l'avant garde d'une armée de travailleurs destinés à fonder une nouvelle France, dans le plus beau pays du monde, dans la Californie du soleil, des beaux fleuves et de la fécondité.

Le général chargé de cette mission est un homme très jeune encore ; il s'exprime fort bien en français ; ses connaissances sont étendues ; investi d'un pouvoir suprême dans son pays, il a donné toute son affection à notre République, et il s'attend à être payé de retour. Sous peu de jours la chambre va s'ouvrir ; la question de Montevideo cédera probablement le pas à ces interminables épisodes qui n'agissent que 750 copeaux de bois ; et si enfin elle s'élève dans cet océan de phrases sans voyelles dont nous sommes encore menacés, elle sera peut-être une vingtaine de fois refoulée vers le néant, par l'ombre de M. Guizot, toujours assise au festin législatif, comme le spectre au banquet de Macbeth. Tout cela est triste.

MERY.

(La Semaine.)

NOUVELLES DIVERSES.

Les officiers du 20^e de ligne, dont faisait partie le capitaine Gavach, notre compatriote, tué à la villa Valenti-

Los palcos se venden en la calle de Buenos Ayres
Nº 106 A las 8 ½.

AVISO DEL DIRECTORIO DE ADUANA

Habiendose verificado el viernes 30 del pasado la Junta General á que convocó el Directorio para decidir la reunion á esta Sociedad, de los portadores de títulos procedentes de los varios ramos que contribuyeron á la compra de los derechos de aduana de 1850; y habiendose resuelto de conformidad por todos los asistentes y los legitimamente representados, en número de ciento cuatro accionistas, sin mas oposicion que la de veintinueve individuos, que abandonaron la reunion antes de votarse el asunto para que fué convocada, se avisa á todos los interesados para que, al tenor de la Resolucion General que se reproduce á continuacion, se presenten con sus títulos desde el lunes 3 del presente en la Contaduría del Directorio, á hacerlos reconocer y anotar para los efectos consiguientes.

RESOLUCION.

" Autorizase al Directorio para que previa
" acquiescencia de todos los Contribuyentes á
" la Compra de las Rentas de Aduana de 1850
" y 1851, ó de la parte de los mismos que quie-
" ran presentarla, se les incorpore a la actual
" Sociedad; en la que a la par de los accionis-
" tas de la presente, se les considerará en per-
" fecta igualdad de derechos, obligaciones y
" privilegios, sin distincion de origen et los títu-
" los por que vengan a ser miembros de ella. "
Montevideo, Diciembre 1º de 1849.

Avis au Public.

Nouveau procede pour guerir les cors aux
pieds. S'adresser calle del Uruguay, n. 60, de-
puis 3 heures jusqu'à 5 heures de l'après midi.
On ne paye qu'après parfaite guerison.

AVIS.

M. Auguste Chadafau, previent le public et
principalement les cafetiers, qu'il vient d'ouvrir
une fabrique de liqueurs et de sirops, dans la
rue du 18 Juillet n. 82; il previent aussi les
amateurs de bon gout qu'il a regu de France,
toutes espèces de jus et fruits pour faire toutes
sortes de sirops, comme
sirop de limon ou de citron,
idem de vinaigre,
idem de vinaigre framboisé,
idem de groseille,
idem de framboises,
idem d'orgeat,
idem orangeade,

le tout au prix d'une pataque la bouteille et 4
400 reis la douzaine.

On trouvera dans le même etablissement
toutes sortes de jus de fruits pour faire les ge-
lees et glaces et un grand assortiment de li-
queurs et d'eau de vie á un prix très modere.

Hôtel de la Marine

RUE VINGT CINQ MAI, N° 81.

Cet etablissement se recommande par la
perfection de tout ce qu'on y sert journelle-
ment.

M. Guillot son directeur, qui a été cuisinier
de plusieurs notabilités, s'empresse toujours de
meriter la confiance des personnes qui vou-
dront bien l'honorer de leurs patronage.

Il se charge aussi des commandes en ville,
et des dîners les plus distingués.

Dans la même maison, on loue des apparte-
mens commodes et très agreablement situés,
on assure les personnes qui les loueront, de
soins assidus.

AVIS.

M. Deoseaux chirurgien et dentiste, membre
titulaire de la Societé Nationale d'Emulation
du departement de la Vienne, a l'honneur de
prevenir le public, qu'il se charge de nettoyer
la bouch, et de toutes les opérations concer-
nant la dentition; il cauterise les dents d'après
le procede nouveau de MM. Desirabode et
Fattet.

Il se charge également de toutes les opera-
tions relatives á l'histoire naturelle; empailler
et mettre en peau, ou classer tous les objets
qu'on voudra bien confier á ses soins.

On trouvera aussi chez lui, l'Elixir Odon-
talgique et le Baume de Comping, contre les
hemorroïdes, crachement de sang; chlorose,
affections cancéreuses, crevasses ausein et
fleurs blanches, etc. etc.

S'adresser tous les jours de 8 heures du ma-
tin á 4 heures du soir, rue de Buenos Ayres,
nº 212.

REFUTACION

A LAS

CALUMNIOSAS IMPUTACIONES

DE LA

" PRESE " Y DU " COURRIER DU HAVRE "

Hehas á la benemérita poblacion francesa

EN EL PLATA

por

JOSE LUIS BUSTAMANTE.

Con este título, se ha publicado un folleto en 4º de 26
páginas, por la imprenta URUGUAYANA; Se vende en
a Libreria Nueva, calle del 25 de Mayo Nros. 230 y 232,
al infimo precio de 6 vintenes con el solo objeto de costear
al impresion.

AVIS DIVERS.

A Vendre.

a tres bon compte.

Les articles suivants, récemment arrivés de France.

Miel blanc de Narbonne, orge perlé premier
blanc, Chloroforme, iode de Potassium, iode
Cyanure de Potassium, Arsenic en poudre,
Sous-carbonate de soude pour les savonniers
et les pharmaciens, Blanc d'Espagne pour les
peintres, Bandages pour cadets et enfants,
Pessaires, Canules á injections en Caoutchouc,
Biberons montés en pis de vache, Suspensoirs,
etc. etc. etc.

S'adresser, rue de la Convencion, n°. 145 et
147, au detour de la pharmacie du Lion D'or.

montrichar.

RUE DU JUNCAL, N° 46.

Arrange les vieux chapeaux qu'il met á
neuf, blanchit les chapeaux de paille en toute
perfection.

L'ancien tir de pistolet rue de la Brecha est
ouvert tous les jours, on y donne des leçons de
principes aux amateurs, on y trouve des pisto-
lets de qualité supérieure a simple et double
detente.

De la place de la Matriz esquina du Cabil-
do on voit l'enseigne

AVIS.

Nous recommandons á l'humanité de nos
compatriotes le nommé CARPI, qui a perdu les
deux bras par suite d'un accident déplorable
et qui, au lieu de se livrer á la mendicité, á
mieux aime, quelque penible que soit ce tra-
vail, courir la ville et vendre des chandelles.
Nous ne doutons nullement que tous les Fran-
çais lui donnerons la preference pour leur con-
sommation domestique:

LA
CONSTITUTION

DE LA

REPUBLIQUE FRANCAISE,

Premulguée par l'Assemblée Nationale le 12
novembre 1848.

Brochure in 32

Se vend au l'Imprimerie du PATRIOTE FRAN-
ÇAIS rue Perez Castellanos n. 162.

A vendre

Un billar á un prix modéré, s'adresser
de Zavala n. 93.

DENTISTE.

Napoleon Aubanel, déjà connu á Montevideo, ou il exerce sa profession depuis plusieurs
années, a l'honneur d'annoncer a ses habitants
qu'il a transféré son domicile dans le logement
qu'occupait le defunt Frederic Vaniseghen.

On trouve chez lui un grand assortiment
de dents naturelles idem de composition dite
corruptibles et tout ce qui concerne sa profes-
sion.

Les personnes qui voudront bien l'honorer
de leur confiance, le trouveront chez lui depuis
huit heures du matin jusqu'à quatre heures
après midi.—Il se transportera aussi á domi-
cile

Il offre aux indigents ses soins gratuitement
depuis midi jusqu'à deux heures.

Rue des Missions, n° 118.

Chambres Garnies

A LOUER.

Au jour et au mois. S'adresser á M. Augu-
ste, ancien cuisinier de l'hospital, rue de Buenos
Ayres n. 215.

Il previent aussi qu'il a un depot de meubles
á vendre.

Nous invitons les personnes qui désireraient
se procurer le premier ouvrage en entier
la collection des SEPT PECHES CAPITAUX, á
adresser sans retard leurs demandes á l'im-
primerie du journal, où il ne s'en trouve que
très peu d'exemplaires.

Hamard, coiffeur, rue du 25 de mai, n. 1,
a l'honneur de prevenir les elegans de cette
pitale qu'il vient de recevoir un riche assor-
timent de cravattes de satin, du dernier genre
qu'il vendra au plus juste prix.

Les ouvrages suivantes reliés ou brochés
en vente á l'imprimerie du Patriote.

Les Peches Capitaux.—L'Orgueil.

Les Peches Mignons.

Gingènes ou Lyon en 1793.

Les Mystères de l'Inquisition.

La Gorgone.

Le Juif-Errant.

Les Mystères de Paris.

Tous ces ouvrages se vendent au Rabais

EN FEUILLETONS.

Le fils de l'Empereur.

Les Mystères de Sainte Heléne.

Le Sansonnet.

Imprimerie du PATRIOTE FRANÇAIS, rue Perez
Castellanos, n° 162.